

B. TEKST**Accord Intergouvernemental relatif à la mise en place et l'exploitation du système civil d'aide à la navigation LORAN C en Europe du Nord-Ouest et dans l'Atlantique Nord**

entre:

- le Gouvernement du Royaume de Danemark
- le Gouvernement de la République Française
- le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne,
- le Gouvernement de l'Irlande
- le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas
- le Gouvernement du Royaume de Norvège,

ci-après désignées les parties:

Les parties:

Désireuses de prendre les dispositions nécessaires à la mise en place et à l'entretien d'une aide à la navigation civile électronique hyperbolique et basée à terre appropriée, répondant à des normes de performances agréées et sous leur contrôle coopératif commun;

Prenant acte de l'intention des Etats-Unis d'Amérique de cesser de financer les chaînes de LORAN C en Europe du Nord-Ouest et en Atlantique Nord, au cours de l'année 1994, postérieurement à laquelle il est prévu que les besoins militaires des Etats-Unis dans cette zone seront satisfaits par le système de navigation par satellite appelé NAVSTAR Global Positioning System (GPS);

Prenant acte de l'intention des Etats-Unis d'Amérique d'offrir le transfert gratuit de propriété de leurs émetteurs existants du système LORAN C et des équipements associés selon des dispositions agréées, aux nations hôtes concernées lorsque ce système cessera d'être utilisé à des fins militaires;

Considérant que le Danemark est disposé, en tant que nation hôte, à exploiter et à entretenir les stations d'Ejde au profit des autres Parties;

Prenant acte de l'intention de la France d'offrir l'utilisation gratuite de son système, de ses stations et de son centre de contrôle existants et de certaines installations existantes;

Considérant l'applicabilité potentielle d'une aide à la navigation électronique hyperbolique terrestre pour usage à terre;

Sont convenues de ce qui suit:

International Agreement concerning the establishment and operation of the civil LORAN C navigation system in North West Europe and the North Atlantic

between:

- the Government of the Kingdom of Denmark
- the Government of the French Republic
- the government of the Federal Republic of Germany
- the Government of Ireland
- the Government of the Kingdom of the Netherlands
- the Government of the Kingdom of Norway

hereafter called the Parties

The Parties:

Being desirous of arranging for the establishment and maintenance of a suitable land-based civil hyperbolic electronic aid to navigation based on agreed performance standards and under their joint cooperative control;

Noting the intention of the United States of America to cease funding the LORAN C chains in North West Europe and the North Atlantic, according to present plans in 1994, at which time it is assumed that United States military requirements in the area will be met by the United States military satellite navigation system known as the NAVSTAR Global Positioning System (GPS);

Noting the intention of the United States of America to offer the free transfer of ownership of their existing LORAN C transmitters together with associated equipment on agreed terms to the relevant host nations on termination of the use of the system for military purposes;

Considering that Denmark is prepared as host nation to operate and maintain the station at Ejde on behalf of the other Parties;

Noting the intention of France to offer free use of its existing system, stations and control centre and of certain existing facilities;

Considering the potential applicability of a terrestrial hyperbolic electronic aid to navigation for land use;

Have agreed as follows:

Article I

Définition des «Parties» et des «Parties Principales»

1. «Les Parties» signifie tous les Gouvernements qui ont conclu le présent Accord, conformément à l'Article 16. Les références à «chaque Partie» ont la même signification.

2. «Les Parties Principales» signifie tous les Gouvernements qui ont conclu le présent Accord conformément à l'Article 16, à l'exception du Gouvernement du Danemark.

Article 2

Objectifs

1. Les Parties Principales fournissent, entretiennent et exploitent les installations situées sur leurs territoires respectifs, ci-après désignées «les installations» mentionnées à l'Annexe A en tant qu'élément constitutif du système LORAN C décrit à l'Annexe C, à l'exception des installations d'Ejde mentionnées et décrites à l'Annexe A, fournies, entretenues et exploitées par le Danemark. Elles contribuent au développement et à l'entretien de ces installations selon le partage des coûts établie à l'Annexe B et selon les méthodes comptables décrites à l'Annexe D.

2. Il incombe à chaque Partie d'obtenir les allocations de fréquences nécessaires dans sa zone de responsabilité et, en coopération avec les autorités nationales et les organismes internationaux concernés, de s'efforcer de réduire les interférences sur ces fréquences.

3. Conformément aux dispositions relatives à la politique générale et aux normes techniques communes établies périodiquement par le Comité Directeur (institué par l'article 3), chaque Partie prend les dispositions qui lui incombent afin de fournir ou de modifier en tant que de besoin, d'entretenir et d'exploiter toute installation située sur son territoire. Les Parties s'efforcent d'assurer d'une façon continue la disponibilité opérationnelle des installations et de réparer dans les meilleurs délais tout dommage ou toute destruction causé aux installations.

Article 3

Organisation administrative

Les Parties coopèrent aux fins du présent Accord au sein d'un Comité Directeur et d'une Agence de Coordination.

Article 1

Definition of "the Parties" and "the Main Parties"

1. "The Parties" means all the Governments which have become Parties to this Agreement in accordance with Article 16. References to "each Party" have the same meaning.

2. "The Main Parties" means all the Governments which have become Parties to this Agreement in accordance with Article 16 except the Government of Denmark.

Article 2

Objectives

1. The Main Parties shall provide, maintain and operate the facilities listed in Annex A (hereinafter referred to as "the facilities") as the basis for the LORAN C System described in Annex C, save that the facilities so listed and described at Ejde shall be provided, maintained and operated by Denmark. The Parties shall finance the facilities in accordance with the cost-sharing arrangements set out in Annex B and the accounting procedures set out in Annex D.

2. Each Party shall be responsible for obtaining the required frequency clearances for its respective areas of responsibility and, in cooperation with relevant national authorities and international organizations, shall seek to reduce interference at these frequencies.

3. In accordance with overall policy provisions and common technical standards laid down from time to time by the Steering Committee established by Article 3, each of the Parties shall arrange for the provision or modification (as necessary), and the maintenance and operation of any of the facilities located in their territory; and the Parties shall endeavour to ensure the continuous operational availability of the facilities and to make good with all speed any damage to or destruction of the facilities.

Article 3

Administrative Organization

The Parties shall establish an administrative organization consisting of a Steering Committee and a Coordinating Agency.

Article 4

Fonctions du Comité Directeur

1. Les fonctions du Comité Directeur sont les suivantes:
 - a) définir les principes de la politique générale à appliquer pour la mise en oeuvre et l'exploitation du système LORAN C faisant l'objet du présent Accord;
 - b) définir les règles de fonctionnement de l'Agence de Coordination;
 - c) donner des directives appropriées à l'Agence de Coordination et contrôler son action;
 - d) prendre des décisions concernant les questions budgétaires et financières liées à la mise en oeuvre du présent Accord sur la base des propositions soumises par l'Agence de Coordination;
 - e) prendre des décisions sur proposition de l'Agence de Coordination, relatives à l'entretien et la mise en oeuvre des installations;
 - f) prendre des décisions sur proposition l'Agence de Coordination relatives à la surveillance, l'exploitation et le contrôle des chaînes.

2. Dans l'accomplissement de ses fonctions, le Comité Directeur agit conformément aux législations aux règlements nationaux des Parties.

Article 5

Constitution du Comité Directeur

1. Le Comité Directeur est composé des représentants des Parties. Chaque Partie désigne un représentant et peut lui substituer un remplaçant chaque fois qu'elle le juge nécessaire.
2. Sauf disposition contraire stipulée dans le présent Accord, les décisions du Comité Directeur sont prises à l'unanimité et lient les Parties.
3. Le Comité Directeur désigne parmi ses membres un président et un vice-président qui exerceront leurs fonctions pour une période de trois ans renouvelable.
4. Le Comité Directeur se réunit en session ordinaire au moins une fois par an sur préavis de six semaines. Il peut se réunir en session extraordinaire à la demande du Président ou à celle d'au moins trois des Parties.
5. Le Comité Directeur crée s'il l'estime nécessaire des groupes de travail.

Article 4

Functions of the Steering Committee

1. The Steering Committee shall have the following functions:
 - a) to determine the overall policy direction for the implementation and operation of the LORAN C system provided for in this Agreement;
 - b) to determine the rules of procedure of the Coordinating Agency;
 - c) to give appropriate directives to the Coordinating Agency and to monitor its activities;
 - d) to take decisions on all budgetary and other financial matters related to the implementation of this Agreement based on proposals made by the Coordinating Agency;
 - e) to take decisions on all other proposals made by the coordinating Agency relevant to the maintenance and operation of the facilities; and
 - f) to take decisions on proposals made by the Coordinating Agency with regard to the monitoring, operation and control of the chains.
2. In carrying out its functions the Steering Committee shall have regard to the national laws and regulations of the Parties.

Article 5

Constitution of the Steering Committee

1. The Steering Committee shall be composed of representatives of the Parties. Each Party shall have one representative and may substitute an alternative representative whenever it deems necessary.
2. Unless otherwise provided in this Agreement, decisions of the Steering Committee shall be taken unanimously and shall be binding on all the Parties.
3. The Steering Committee shall elect from among its members a Chairman and a Vice-Chairman who shall hold office for a term of three years, which shall be renewable.
4. The Steering Committee shall meet in ordinary session at least once a year on six weeks' notice. It may meet in extraordinary session at the request of either the Chairman or not less than three of the Parties.
5. The Steering Committee may establish such subsidiary bodies as it may consider necessary.

6. Le Comité Directeur adopte son règlement intérieur, y compris les règles relatives à son quorum.

Article 6

Agence de Coordination

1. L'Agence de Coordination a pour fonction d'appliquer les directives émises par le Comité Directeur et lui apporter son aide en ce qui concerne la coordination du financement, la fourniture, l'entretien et l'exploitation des installations fournies par les Parties. L'Agence de Coordination forme une équipe de gestion de projet chargée de gérer la mise en place initiale du système.

2. L'Agence de Coordination adresse un rapport périodique sur ses activités aussi souvent que le demande le Comité Directeur et au minimum une fois par an.

3. L'Agence de Coordination soumet au Comité Directeur pour décision les budgets annuels, les prévisions de dépenses pour les années suivantes selon les directives définies par celui-ci, ainsi que l'ensemble des documents financiers prévus conformément aux dispositions de l'Annexe D.

4. L'Agence de Coordination fournit le secrétariat du Comité Directeur.

5. a) Les fonctions de l'Agence de Coordination sont assurées par la Norvège. Le siège de l'Agence de Coordination est situé à Oslo aussi longtemps que la Norvège assurera les fonctions d'Agence de Coordination.

b) La Norvège peut cesser d'assurer les fonctions d'Agence de Coordination en adressant aux Parties une notification écrite à cet effet. Cette notification prend effet le 31 décembre de l'année suivante.

c) Dans ce cas, les Parties demanderont à une autre Partie Principale d'assumer les responsabilités de l'Agence de Coordination.

6. Dans l'accomplissement de ses fonctions, l'Agence de Coordination agit conformément aux législations et aux règlements nationaux des Parties.

Article 7

Échange d'informations

1. Sous réserve de la préservation de leur confidentialité, chaque Partie transmet au Comité Directeur les informations pertinentes

6. The Steering Committee shall adopt its own rules of procedure, including its quorum.

Article 6

The Coordinating Agency

1. The function of the Coordinating Agency shall be to implement directives given by the Steering Committee and to assist the Committee in coordinating the financing, provision, maintenance and operation of the facilities provided by the Parties. The Coordinating Agency shall set up a Project Management Team to manage the initial establishment of the system.

2. The Coordinating Agency shall make regular reports to the Steering Committee on the work of the Agency annually or as often as the Steering Committee requests.

3. The Coordinating Agency shall submit to the Steering Committee for its decision the annual budgets, estimates of expenditure for such subsequent years as the Steering Committee may direct, and financial statements of the Agency, together with its comments and recommendations, in accordance with the accounting procedures in Annex D.

4. The Coordinating Agency shall provide the secretariat for the Steering Committee.

5. a) Subject to the following provisions, Norway shall be the Coordinating Agency. The headquarters of the Coordinating Agency shall be established in Oslo for so long as Norway assumes this Agency.

b) Norway may terminate its responsibilities as the Coordinating Agency by giving all other Parties written notice to this effect. Its obligation shall cease on 31 December of the year following the year in which notice is given.

c) In such event the Parties shall ask another Main Party to accept responsibility for operation as Coordinating Agency.

6. In carrying out its functions the Coordinating Agency shall have regard to the national laws and regulations of the Parties.

Article 7

Exchange of information

1. Each Party shall inform the Steering Committee and the Coordinating Agency of matters relevant to the operation of the LORAN C

relatives à l'exploitation du système LORAN C, et en particulier les suivantes:

- a) l'intensité de champ, la précision, la fiabilité et la disponibilité du signal émis par chaque station gérée par la Partie concernée, et le temps moyen écoulé entre une interruption ou modification de la forme du signal provenant d'une station émettrice;
- b) les changements intervenus dans la politique nationale de radionavigation et les plans;
- c) les changements concernant l'état de fonctionnement des stations;
- d) les difficultés rencontrées concernant l'organisation et les méthodes;
- e) les développements relatifs:
 - aux équipements techniques,
 - aux antennes,
 - aux bâtiments,
 - à la puissance,
 - à la maintenance,
 - aux pièces de rechanges,
 - aux procédures,
 - la surveillance
- f) les dépenses; et
- g) toute question dont le Comité Directeur jugera nécessaire d'être informé.

Article 8

Propriété des installations

Le droit de propriété de chacune des installations sera attribué à l'Etat sur le territoire duquel est située l'installation, ou à l'organe ou à la personne désigné par le Gouvernement de cet Etat pour agir en son nom.

Article 9

Dépenses d'investissements et coûts de fonctionnement

1. Chaque Partie Principale prend initialement en charge l'intégralité des dépenses concernant la fourniture, l'entretien et l'exploitation des installations situées sur son territoire à l'exception d'Ejde, conformément aux dispositions prévus aux Annexes A et C.

2. Tous les coûts et dépenses relatifs à la fourniture des installations d'Ejde sont pris en charge sur des fonds mis à la disposition de l'Agence de Coordination par les Parties Principales conformément aux procédures de partages des coûts prévus par l'Annexe B.

system, and in particular of the following matters (provided that the confidentiality of any commercially or otherwise sensitive information is respected at all times);

a) the field strength, accuracy, reliability and availability of the signal transmitted by each station under the Party's control, and the average time between the occurrence of any interruption or change in the signal format from a transmitting station;

b) changes of national radionavigation policy and plans;

c) change of station status;

d) difficulties arising on organization and methods;

e) developments with regard to:

technical equipment,

antennae,

buildings,

power,

maintenance,

spare parts,

procedures,

monitoring;

f) expenditure; and

g) any matter deemed necessary by the Steering Committee.

Article 8

Ownership of the facilities

The ownership of each of the facilities shall be vested in the State on whose territory the facility is located, or in any agency or person nominated by the Government of that State to act on its behalf.

Article 9

Investment expenses and running costs

1. All expenses and costs in relation to the providing, maintaining and operating of each of the facilities as described in Annex A and C except those at Ejde shall initially be met by the Main Party in whose territory the facility is located.

2. All expenses and costs relating to the provision of the facilities at Ejde shall be charged to the Coordinating Agency for payment from funds made available by the Main Parties according to Annex B.

3. Le Danemark effectue l'avance de l'intégralité des coûts et dépenses relatifs à l'entretien et l'exploitation des installations d'Ejde, faisant l'objet de remboursement selon les dispositions du paragraphe 4 de l'Annexe B relatif au partage des coûts.

4. La contribution totale des parties figure au paragraphe 2 de l'Annexe B sous la rubrique «Dépenses d'équipement». Le paragraphe 3 (a) présente les coûts globaux de l'ensemble des stations particulières et le paragraphe 3 (b) les coûts du système général.

Le dépassement éventuel des coûts spécifiques de certaines stations sera traité par les Parties Principales conformément à l'Annexe B, paragraphe 2, tandis que le dépassement des coûts du Système général présenté au paragraphe 3 (b), sera réparti de manière égale entre les Parties Principales. Les coûts de fonctionnement seront soumis aux arrangements relatifs au partage des coûts présentés à l'annexe B, paragraphe 4 sous la rubrique «Coût de fonctionnement».

5. A moins que les Parties Principales n'en décident autrement, les dépenses d'investissement initiales nécessaires à la mise en place du système décrit à l'Annexe B ne dépasseront 33 millions de dollars US.

6. Chacune des Parties Principales tient des comptes dûment vérifiés conformément au modèle fixé par l'Agence de Coordination et faisant apparaître l'état exact et juste des dépenses concernant le financement, la fourniture, l'entretien et l'exploitation des installations situées sur son territoire, dans la mesure où ces dépenses font l'objet d'un remboursement. Les Parties concernées adressent une copie de ces comptes à l'Agence de Coordination.

Article 10

Dépenses de l'Agence de Coordination

1. Les dépenses de l'Agence de Coordination sont prises en charge conformément aux procédures de partage des coûts prévus à l'Annexe B. Ces dépenses comprennent:

a) les frais relatifs à la prise de fonction de l'Agence de Coordination, y compris la fourniture des bureaux nécessaires, les frais généraux associés, et les frais de déplacement et de subsistance du personnel de l'Agence de Coordination.

b) les rémunérations et les indemnités versées au personnel directement employé par l'Agence de Coordination ou des contributions aux pensions de ce personnel;

c) les frais de fonctionnement du Comité Directeur, à l'exception des dépenses de rémunération, de déplacement, de subsistance et

3. All expenses and costs relating to the maintaining and operating of the facilities of Ejde shall initially be met by Denmark subject to reimbursement according to the cost sharing formula in ANNEX B, paragraph 4.

4. In ANNEX B under "Capital Expenditure", paragraph 2 the total contribution of the parties is described. Paragraph 3 (a) describes the total costs of the sum of all specific stations and paragraph 3 (b) describes General System costs.

Possible overstepping of specific stations costs shall be carried by the Main Parties concerned as detailed in ANNEX B, paragraph 2, whereas overstepping of general system costs as shown in paragraph 3 (b), shall be shared equally between the Main Parties. Running costs shall be subject to the cost sharing arrangements set out in ANNEX B, paragraph 4 under the heading "Running Costs".

5. Unless the Main Parties otherwise agree, the initial investment expenses to establish the system referred to in Annex B shall not exceed 33 million US dollars.

6. Each of the Parties shall keep proper audited accounts in a format laid down by the Coordinating Agency showing a true and fair view of the costs of financing, providing, maintaining and operating the facilities in its territory to the extent that these costs are subject to reimbursement. Concerned Parties shall forward a copy of these accounts to the Coordinating Agency.

Article 10

Expenses of the Coordinating Agency

1. The expenses of the Coordinating Agency shall be met according to the cost-sharing arrangements set out in Annex B which shall be settled in accordance with the accounting procedures in Annex D. Such expenses shall include:

a) the costs of undertaking the Agency's functions, including the provision of the requisite office accommodation, associated overhead costs and the travel and subsistence expenses of Agency staff;

b) the remuneration of, allowances to, or contributions to pensions in respect of, directly employed staff of the Agency;

c) the administrative expenses of the Steering Committee, except that the remuneration, travel, subsistence and other expenses of the

autres du Président, du Vice-Président et des autres membres du dit Comité, qui seront pris en charge par les Parties qui les auront respectivement désignés;

d) l'indemnisation de tout dommage causé par l'Agence de Coordination à l'occasion de la mise en oeuvre de décisions prises par le Comité Directeur, et

e) toute dépense imputable à l'Agence de Coordination lorsque des arrangements ont été conclus pour détacher du personnel d'une Partie auprès de l'Agence de Coordination.

2. L'Agence de Coordination tient ses comptes annuels dans la devise de l'Etat qui assume la direction de l'Agence de Coordination, faisant apparaître l'état exact et juste de ses dépenses, des sommes versées par les Parties ou en faveur de celles-ci conformément au partage des coûts figurant à l'Annexe B.

3. Les comptes de l'Agence de Coordination sont soumis à des vérificateurs comptables désignées par le Comité Directeur qui reçoit leur rapport. L'Agence de Coordination fournit aux vérificateurs comptables toutes les informations et toute l'aide que ceux-ci demandent.

Article 11

Taxes nationales

Chaque Partie exempte de tout droit de douane et taxes les dépenses d'investissement effectuées par une autre partie aux fins du présent accord, sur son territoire. Ces droits et taxes sont exclus des dépenses faisant l'objet de la répartition des coûts prévus à l'Annexe B.

Article 12

Visites et accès

L'Agence de Coordination et toute Partie ont la faculté d'envoyer un ou plusieurs représentant ou des représentants, en tant que de besoin, pour visiter toute installation mentionnée à l'Annexe A, sous réserve que la Partie sur le territoire de laquelle l'installation est située soit informée de cette visite avec un préavis suffisant.

Article 13

Remplacement des installations

1. Chaque Partie prend toutes dispositions utiles, soit pour souscrire pour les installations situées sur son territoire un contrat

Chairman, Vice-Chairman and other members of the said Committee shall be borne by the respective appointing Parties;

d) the discharge of any liabilities incurred by the Agency on behalf of the Parties encumbering from decision of the Steering Committee; and

e) any expenses falling on the Agency where arrangements are made to second personnel of a Party to the Agency.

2. The Coordinating Agency shall keep proper annual accounts in the currency of the country operating the Coordinating Agency showing a true and fair view of its expenses; and of the receipts from and payments to the Parties in respect of the cost-sharing arrangements.

3. The accounts of the Coordinating Agency shall be submitted to auditors appointed by the Steering Committee which shall receive their report. The Coordinating Agency and the Parties shall supply the auditors with any information and assistance they may require.

Article 11

National Taxes

All customs duties or taxes relating to investment expenses arising in a Party's territory shall be paid by that Party and shall be excluded from the expenses and costs which are subject to the cost-sharing arrangements.

Article 12

Visits and Access

The Coordinating Agency and any Party shall be entitled to send a representative or representatives when necessary to visit any facility referred to in Annex A, provided that the Party in whose territory the facility is located is given acceptable prior notice of any such visit.

Article 13

Replacement of facilities

1. Each Party shall either arrange for replacement value and third party risks insurance to be held at all times in respect of the facilities in

d'assurance couvrant en permanence la valeur de remplacement et les dommages causés aux tiers, soit pour garantir que ces mêmes risques seront couverts par des fonds publics. Le coût de toute assurance contractée est à la charge de la Partie concernée.

2. En cas de dommage causé aux installations ou de destruction des dites installations évalué à 80 000 dollars US ou plus, occasionné par un risque ne pouvant pas être assuré, suivant l'appréciation du Comité Directeur, les réparations seront financées conformément au partage des coûts prévue pour les dépenses d'investissement figurant à l'Annexe B, paragraphe 2.

Article 14

Arrangements avec des États tiers

Une Partie sur le territoire de laquelle est située une installation pourra conclure des accords ou des arrangements avec des États tiers concernant la coopération et la coordination avec d'autres systèmes et installations de radionavigation exploités par ces États tiers. Ces accords ou arrangements ne devront entraîner aucune dégradation du fonctionnement du système LORAN C. Dans le cas d'installations dont le coût est partagé, ces accords ou arrangements feront l'objet d'arrangements financiers qui seront définis par le Comité Directeur après consultation de la Partie concernée.

Article 15

Règlements des litiges

1. Tout litige survenant entre deux Parties au de l'interprétation ou de l'application du présent Accord et qui ne peut être réglé par négociation devra être soumis, à la demande de l'une quelconque des Parties en cause dans ce litige, à un tribunal d'arbitrage constitué conformément au paragraphe 2 du présent Article, à moins que les parties concernées ne conviennent d'un autre mode de règlement, dans les trois mois qui suivent la date à laquelle le Président du Comité Directeur a déclaré que le litige ne peut être réglé par négociation.

2. A la demande de l'une des Parties formulée conformément au paragraphe 1 du présent Article, un tribunal d'arbitrage composé de cinq membres est constitué. Chacune des deux Parties en cause dans le litige désigne un membre du tribunal dans un délai de deux mois après réception de la demande d'arbitrage. Dans un nouveau délai de deux mois, les Parties en cause dans le litige désignent d'un commun accord les trois autres membres ainsi que le Président du tribunal parmi ces trois membres. Au cas où la désignation de l'un des cinq membres ou du Président du tribunal ne pourrait être obtenue dans les délais

its territory or guarantee that the equivalent risks will be borne by public funds. The cost of any insurance shall be met by the Party concerned.

2. In the event of damage to or destruction of facilities valued at 80 000 US Dollars or more caused by uninsurable risks as appreciated by the Steering Committee, corrective action shall be funded on the cost-sharing basis for investment expenses set out in paragraph 2 of Annex B.

Article 14

Arrangements with third states

A Party on whose territory a facility is located may enter into agreements or arrangements with third states regarding cooperation and coordination with other radionavigation systems and facilities operated by such third states. Such agreements or arrangements shall not result in any operational degradation of the LORAN C system. In the case of cost shared facilities, such agreements or arrangements shall be subject to financial arrangements to be determined by the Steering Committee in consultation with the Party concerned.

Article 15

Settlement of disputes

1. Any dispute between two of the Parties concerning the interpretation or application of this Agreement which cannot be settled through negotiation shall be submitted, at the request of any party to the dispute, to an arbitration tribunal constituted in accordance with paragraph 2 of this Article, unless the Parties concerned agree to another mode of settlement, within three months of the date when the Chairman of the Steering Committee states that the dispute cannot be settled by negotiation.

2. At the request of a Party in accordance with paragraph 1 of this Article, an arbitration tribunal of five members shall be constituted. Each of the two parties to the dispute shall appoint one member of the tribunal within a period of two months of receiving the request for arbitration. Within a further period of two months, the parties to the dispute shall, by agreement, appoint the other three members and appoint the Chairman of the tribunal from among those three members. In the event that the appointment of any one of the five members or of the Chairman has not been made within the prescribed

prescrits, cette désignation est confiée au Secrétaire Général de la Cour Permanente d'Arbitrage. Si le Secrétaire Général de la Cour Permanente d'Arbitrage est empêché ou s'il est ressortissant d'un des États en cause dans le litige, cette désignation est confiée au membre le plus ancien du bureau international de la Cour Permanente d'Arbitrage qui est disponible et qui n'est pas un ressortissant d'un des États partie au litige.

3. Les décisions d'un tribunal d'arbitrage constitué selon les dispositions du paragraphe 2 du présent Article sont prises à la majorité des voix et sont obligatoires pour toutes les Parties en cause dans le litige. Le tribunal définira ses autres règles de procédure en tant que de besoin.

4. Lorsqu'un tribunal d'arbitrage est constitué conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent Article, chaque Partie en cause dans le litige prendra en charge les frais occasionnés par le membre du tribunal désigné par lui ainsi que les dépenses relatives à sa propre représentation devant le tribunal. Tous les autres frais occasionnés par le tribunal, y compris la rémunération des trois autres membres, sont pris en charge à part égale par les Parties en cause dans le litige.

Article 16

Signature, ratification et accession

1. Les Gouvernements du Danemark, de la République Française, de la République Fédérale d'Allemagne, de l'Irlande, des Pays-Bas et de la Norvège peuvent devenir Partie à cet accord:

a) en le signant sans réserves quant à sa ratification, son acceptation ou son approbation; ou

b) en déposant un acte de ratification, d'acceptation ou d'approbation auprès du Dépositaire, si l'Accord a été signé sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

2. Après l'entrée en vigueur du présent Accord, tout Gouvernement ne l'ayant pas signé, peut poser sa candidature auprès de l'Agence de Coordination pour devenir une Partie par accession. L'Agence de Coordination formule une proposition pour amender de manière appropriée les accords sur la répartition des coûts et informe les Parties de cette candidature au minimum trois mois avant qu'elle ne soit soumise au Comité Directeur pour décision. Le Comité Directeur détermine les modalités d'accession pour le Gouvernement qui a posé sa candidature.

3. Tout acte de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'accession sera déposé auprès du Gouvernement de la Norvège qui fera office de Dépositaire pour les besoins du présent Accord.

period, that appointment shall be made by the Secretary-General of the Permanent Court of Arbitration. If the Secretary-General of the Permanent Court of Arbitration is unavailable or is a national of one of the States which are parties to the dispute, the appointment shall be made by the Senior member of the International Bureau of the Court who is not such a national.

3. The decisions of an arbitration tribunal established under paragraph 2 of this Article shall be taken by majority vote and shall be binding on all parties to the dispute. The tribunal shall determine its other rules of procedure as it deems fit.

4. When an arbitration tribunal is established under paragraph 2 of this Article each party to the dispute shall bear the expenses of the member of the tribunal appointed by it as well as the costs relating to its own representation before the tribunal. Any other expenses of the tribunal including the remuneration of the other three members shall be borne by the parties to the dispute in equal shares unless the tribunal decides otherwise.

Article 16

Signature, ratification and accession

1. The Governments of Denmark, France, Germany, Ireland, the Netherlands and Norway may become Parties to this Agreement:

- a) by signature without reservation as to ratification, acceptance, or approval; or
- b) by deposit of an instrument of ratification, acceptance or approval with the Depositary in the event that the Agreement has been signed subject to ratification, acceptance, or approval.

2. Following the entry into force of this Agreement, any Government which has not signed it may apply to the Coordinating Agency to become a Party by accession. The Coordinating Agency shall draw up a proposal for appropriate amendments to the cost-sharing arrangements and shall inform the Parties of such request not less than three months before it is submitted to the Steering Committee for decision. The Steering Committee shall determine the terms and conditions for the accession of the applicant Government.

3. Any instrument of ratification, acceptance, approval, or accession shall be deposited with the Government of Norway which shall act as Depositary for the purposes of this Agreement.

Article 17

Entrée en vigueur

Le présent Accord entre en vigueur trente jours après que la totalité des Gouvernements mentionnés à l'Article 16 (1) du présent Accord y sont devenus des Parties.

Article 18

Dénonciation

1. A l'issue d'une période de dix ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Accord, toute Partie peut dénoncer le présent Accord dans le premier semestre de la onzième année. Cette dénonciation, qui doit être notifiée par écrit au Dépositaire, prend effet à la fin de l'année qui suit celle durant laquelle cette notification a été reçue par le Dépositaire, ou à une date postérieure telle que précisée dans cette notification.

2. Toute Partie n'ayant pas adressé une notification de dénonciation conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent Article demeure tenue de se conformer aux dispositions du présent Accord pendant de nouvelles périodes successives de sept ans après l'expiration de la première période initiale de dix ans. Cette Partie peut dénoncer le présent Accord pendant une période de six mois suivant immédiatement l'expiration de la période de sept ans en cours. Cette dénonciation, qui devra être notifiée par écrit au Dépositaire, prend effet à la fin de l'année suivant celle durant laquelle ladite notification a été reçue par le Dépositaire, ou à une date postérieure telle que précisée dans la notification.

3. Toute Partie ayant adressé une notification de dénonciation demeure tenue de se conformer à tout engagement pris aux termes du présent Accord et à toute obligation en découlant jusqu'à la date de prise d'effet de sa notification de dénonciation. En particulier, cette partie demeure tenue de verser sa contribution conformément aux accords sur la répartition des coûts faisant l'objet de l'Annexe B du présent Accord.

4. Le Dépositaire doit informer de toute notification de dénonciation non seulement les autres Parties conformément à l'Article 21 mais aussi l'Agence de Coordination. Dès réception d'une telle notification, l'Agence de Coordination formule dans les meilleurs délais une proposition d'amendement aux accords sur la répartition des coûts, proposition qui est soumise au Comité Directeur pour décision.

Article 17

Entry into force

This Agreement shall enter into force thirty days from the date on which all of the Governments referred to in Article 16 (1) have become Parties.

Article 18

Denunciation

1. After the expiry of ten years from the date of entry into force of this Agreement, any Party may denounce the Agreement within the first six months of the eleventh year. Such denunciation, which shall be made by notice in writing to the Depositary, shall take effect at the end of the year following the year in which the said notice has been received by the Depositary, or at such later date as may be specified in the notice.

2. Any Party which has not given notice of denunciation in accordance with the provisions of paragraph 1 of this Article shall remain bound by the provisions of this Agreement for further consecutive periods of seven years following the expiry of the first ten year period. Such a Party may denounce this Agreement within a period of six months immediately following the expiry of the current seven year period. Such denunciation, which shall be made by notice in writing to the Depositary, shall take effect at the end of the year following the year in which the said notice has been received by the Depositary, or at such later date as may be specified in the notice.

3. Any Party having given notice of denunciation shall remain liable for any commitment undertaken under, and any obligation arising from, this Agreement until such time as its notice of denunciation takes effect. Such Party shall, in particular, remain liable for rendering its contribution under the cost-sharing arrangements set out in Annex B to this Agreement.

4. The Depositary shall, in addition to informing the other Parties in accordance with Article 21 of any notice of denunciation, also inform the Coordinating Agency. On being so informed the Coordinating Agency shall as soon as may be draw up a proposal for amending the cost-sharing arrangements, which shall be submitted to the Steering Committee for decision.

Artikel 19

Amendements

1. Toute Partie peut transmettre une proposition d'amendement au présent Accord à l'Agence de Coordination, qui la communique aux autres Parties trois mois au moins avant son examen par le Comité Directeur. Le Comité Directeur examine cette proposition et décide de l'opportunité de recommander aux Parties d'accepter cet amendement. Les Parties se prononcent elles-mêmes sur la proposition d'amendement.

2. L'amendement entre en vigueur trente jours après que le Dépositaire a reçu les acceptations de l'ensemble des parties.

3. Sur décision unanime des représentants des Parties, le Comité Directeur peut préciser ou amender les dispositions des Annexes A, C et D.

Article 20

Annexes

1. Les Annexes A, B, C et D font partie intégrante du présent Accord.

2. Le document de travail E fournit des indications techniques qui devant être suivies par le Comité Directeur. Le Comité peut modifier ces indications lorsque ses membres, à l'unanimité des voix, décident qu'il est nécessaire de le faire.

Article 21

Notification

Le Dépositaire informera les Gouvernements signataires et les Gouvernements accédants:

- a) de toute signature de l'Accord;
- b) du dépôt de tout acte de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'accession;
- c) de l'entrée en vigueur de l'Accord conformément à l'Article 17;
- d) de l'adoption et de l'entrée en vigueur de tout amendement à l'Accord ou à ses Annexes; et
- e) de toute dénonciation de l'Accord.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment habilités par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Article 19

Amendments

1. Any Party may submit a proposal to modify this agreement by amendment to the Coordinating Agency, which shall circulate it to the other Parties at least three months before it is considered by the Steering Committee. The Steering Committee shall consider the proposal and decide whether to recommend that the Parties can accept the amendment or not. The Parties will pronounce themselves in favour or against the proposed amendment.

2. The amendment shall enter into force thirty days from the date on which the depositary has received the signatures of the Parties.

3. The Steering Committee on unanimous decision of the representatives, may define the detail in Annexes A, C and D.

Article 20

Annexes forming part of the Agreement

1. Annexes A, B, C and D shall form constituent parts of this Agreement.

2. Working document E only gives technical indications which will have to be followed by the Steering Committee. The Committee can modify these indications when its members on an unanimous vote decide that it is necessary to do so.

Article 21

Notification

The Depositary shall notify the signatory Governments and the acceding Governments of:

- a) any signature of the Agreement;
- b) the deposit of any instrument of ratification, acceptance, approval, or accession;
- c) the entry into force of the Agreement pursuant to Article 17;
- d) the adoption and entry into force of any amendment to the Agreement or to the Annexes thereto; and
- e) any denunciation of the Agreement.

IN WITNESS whereof the undersigned, duly authorized by their respective Governments, have signed this Agreement.

FAIT à Oslo, le six août 1992, en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire original qui sera déposé aux archives du Gouvernement de la Norvège, qui transmettent une copie de l'original dûment certifiée conforme à chacun des autres Gouvernements signataires et à chacun des Gouvernements accédants.

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark
For the Government of the Kingdom of Denmark

NIELS KOCH

Pour le Gouvernement de la République Française
For the Government of the French Republic

OLIVIER MAUVISSEAU

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne
For the Government of the Federal Republic of Germany

JOCHEN GENTZ

Pour le Gouvernement de l'Irlande
For the Government of Ireland

DEIRDRE O'CONNOR

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas
For the Government of the Kingdom of the Netherlands

G. J. VAN HATTUM

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège
For the Government of the Kingdom of Norway

ODDRUNN PETTERSEN

DONE at Oslo, this sixth day of August 1992, in the English and French languages, both texts being equally authoritative, in a single original which shall be deposited in the archives of the Government of Norway, which shall transmit a duly certified copy of the original to each of the other signatory Governments and to each of the acceding Governments.

ANNEXE A

Système LORAN C en Europe du Nord-Ouest et dans l'Atlantique Nord

Les installations du système sont les suivantes:

Chaine	Emetteurs maîtres	Autres emetteurs
Boe	Boe	Gamvik Jan Mayen
Ejde	Ejde	Jan Mayen Irlande occidentale Boe Bergen/Fedje
Sylt	Sylt	Fedje Lessay
Lessay	Lessay	Soustons Sylt Irlande occidentale

Un centre de contrôle à Brest et, et éventuellement, un centre de contrôle en Norvège.

Un centre de maintenance sera créé.

ANNEXE B

Accords sur le partage des coûts*Dépenses d'équipement*

1. Le principe général des accords sur le partage des coûts est que chaque nation doit prendre à sa charge toutes les dépenses concernant les installations situées sur son territoire. Des exceptions à ce principe seront applicables à la station irlandaise et à Ejde. Les coûts généraux du système (coûts non-spécifiques à une station particulière) seront répartis suivant des dispositions particulières. L'écart, positif ou négatif, par rapport au coût prévu des parties non-spécifiques du système, sera réparti à part égale entre les Parties principales. Les dépenses en capital concernant la nouvelle station irlandaise comprennent les coûts d'acquisition du terrain et de développement du site.

ANNEX A

LORAN C system in North West Europe and the North Atlantic

The following are the facilities for the system:

Chain transmitters	Master transmitters	Other
Boe	Boe	Gamvik Jan Mayen
Ejde	Ejde	Jan Mayen West Ireland Boe Bergen/Fedje
Sylt	Sylt	Fedje Lessay
Lessay	Lessay	Soustons Sylt West Ireland

A control centre at Brest, and optionally, a control centre in Norway.

A maintenance centre will be established.

ANNEX B

Cost-sharing arrangements*Capital Expenditure*

1. The general principle for the cost-sharing arrangements is for each nation to pay all expenditure for the facilities located on its own territory. Variance to this principle will apply to the Irish station and to Ejde. General system costs (costs not related to any specific station) will be shared according to special arrangements. Underexpenditure or overexpenditure in respect of general system costs, will be shared equally between the Main Parties. Capital expenditure on the new Irish station includes land acquisition and site development costs.

2. Contribution totale en million de dollars US (août 1991)

Le Danemark offre l'utilisation gratuite de la station d'Ejde et accepte de faciliter la mise en valeur de la station conformément à la spécification et au programme convenus.

La France offre l'utilisation gratuite des installations de LORAN C existant à Lessay, Soustons et Brest (évaluées à 13.0 millions de dollars US). En outre, La France financera de nouvelles dépenses d'équipement à Lessay et au Centre de Contrôle de Brest et contribuera pour 50% aux dépenses d'équipement concernant la station d'Irlande, sur les crédits provisionnés dans le budget des départements ministériels concernés. 4.2

L'Allemagne financera les dépenses d'équipement à Sylt et contribuera à la gestion générale du projet et au coût de l'assistance technique. 4.0

L'Irlande financera 45% des dépenses d'équipement concernant la nouvelle station irlandaise. 2.6

Les Pays-Bas apporteront une part de la totalité des dépenses d'équipement équivalente à 50% de la station d'Ejde et à 5% de la station irlandaise. 1.7

La Norvège financera les dépenses d'équipement à Gamvik, Boe, Jan Mayen, Fedje. La Norvège contribuera pour 50% aux dépenses d'équipement à Ejde et elle contribuera à la gestion générale du projet ainsi qu'aux coûts de l'assistance technique et de la modernisation de centre de maintenance. 19.0

31.5

3. Contribution totale répartie en coûts des stations particulières et coûts généraux du système en millions de dollars US.

a) Coûts totaux afférents aux stations particulières 29.3

b) Coût général du système 2.2

Total 31.5

4. Coût de fonctionnement

a) Le principe général est que chaque partie prend à sa charge toutes les dépenses relatives à l'exploitation des installations situées sur son territoire.

b) Les exemptions à ce principe général étant :

Les coûts de fonctionnement de l'Agence de Coordination, qui sont partagés à part égale par les Parties, à l'exception de la France qui paie en nature par d'autres contributions.

Les coûts de fonctionnement du Centre de Maintenance qui seront réglés par la France sur une base de récupération des coûts et,

Dans le cas d'Ejde où le Danemark paie 50% des salaires et rémunérations versés au personnel employé à la station, le reste des coûts de fonctionnement qui sont partagés entre les Pays-Bas et la Norvège.

2. Total contribution in million USD (Aug 1991)

Denmark offers the free use of the station ad Ejde and agrees to facilitate the updating of the station in accordance with the agreed specification and programme.

France offers the free use of the existing LORAN-C facilities at Lessay, Soustou and Brest (valued at USD 13.0 M). In addition France will fund new capital expenditure at Lessay and at the Control Centre at Brest and will contribute 50% of the capital expenditure for the new station in Ireland, from funds budgeted for by the relevant French ministries. 4.2

Germany will fund all capital expenditure at Sylt and contribute to general project management and technical assistance costs. 4.0

Ireland will fund 45% of the capital expenditure for the new Irish station. 2.6

The Netherlands will contribute a proportion of the shared overall capital expenditure, equivalent to 50% of the Ejde station and 5% of the Irish station. 1.7

Norway will fund all capital expenditure at Gamvik, Boe, Jan Mayen, Fedje. Norway will contribute 50% of the capital expenditure at Ejde and will contribute to general project management, technical assistance and maintenance centre updating costs. 19.0

31.5

3. Total contribution divided in specific stations costs and general system costs in million USD

- | | |
|---|------|
| a) Total costs related to specific stations | 29.3 |
| b) General System costs | 2.2 |

Total	31.5
-------	------

4. Running Costs

a) As a general principle each Party will pay all expenditure for the operation of the facilities on their respective territories.

b) The exemption from the general principle being:

The Coordinating Agency running costs which are shared equally by the Parties except for France who pays in kind by other contributions.

The Maintenance Centre running costs which will be met by France on a cost recovery basis.

In the case of Ejde where Denmark pays 50% of salaries and remunerations to personnel employed at the station, the rest of the running costs being shared by the Netherlands and Norway.

c) La répartition des coûts estimés conformément à ce qui figure ci-dessus et sur la base des prix d'août 1991, exprimés en milliers de dollars US, est la suivante:

	Coûts de fonctionnement de la station émettrice	Coûts de fonctionnement de l'Organe Coordinateur	Coûts de fonctionnement d'Edje	Total
Danemark		50	100	150
France	(1)	(1)		(1)
Allemagne	200	50		250
Irlande	195	50		245
Pays-Bas		50	190	240
Norvège	1.730	50	100	1.880
	2.125	250	390	2.755

Note

(1) La France contribue actuellement aux coûts de fonctionnement en nature en prenant à sa charge toutes les dépenses à Lessay, Soustons et au Centre de Contrôle à Brest.

La France offre d'assurer les services d'entretien et de réparation sur une base de récupération des coûts.

ANNEXE C

Descripton du système

Généralités

1. Le système LORAN C de l'Europe du Nord-Ouest et de l'Atlantique Nord comprendra les six stations existantes des chaînes norvégienne et française, plus deux nouvelles stations en Norvège et une en Irlande. Ces neuf stations seront exploitées sous forme de quatre chaînes comme il est précisé à l'Annexe A. Le tableau C1 indique leurs différents emplacements ainsi que la puissance débitée par les stations.

c) The estimated cost sharing in accordance with above and based on August 1991 prices in the thousands of USD as follows:

	Transmitter station running costs	Coordinating Agency running costs	Running costs of Ejde	Total
Denmark		50	100	150
France	(1)	(1)		(1)
Germany	200	50		250
Ireland	195	50		245
Netherlands		50	190	240
Norway	1.730	50	100	1.880
	2.125	250	390	2.765

Note

(1) France is contributing towards the running costs in kind by paying all expenses at Lessay, Soustons and the Control Center at Brest.

France offers to provide maintenance and repair services on a cost recovery basis.

ANNEX C

System description

General

1. The North West European and North Atlantic LORAN C system shall comprise six existing stations of the Norwegian and French chains, with the addition of two new stations in Norway and one in Ireland. The resulting nine stations shall be operated as four chains as shown in Annex A. Table C1 gives details of the locations and power outputs of the stations.

2. La couverture du nouveau système est représentée sur la Figure C1. Les paramètres utilisés dans la prévision de cette couverture sont définis au Tableau C2. Les GRI utilisés dans les prévisions de cette couverture peuvent changer.

Signal d'émission

3. Le signal provenant de tous les émetteurs devra être conforme aux prescriptions de la «Spécification du Signal d'émission du LORAN C» (USCG-USDOT COMDTINST M 16562.4, juillet 1981).

Equipements d'émission

4. De nouveaux équipements d'émission seront nécessaires sur tous les sites, à l'exception de ceux situés en France. Gamvik, Fedje et l'Irlande occidentale sont de nouveaux centres. Les stations en Norvège (Boe et Jan Mayen) et en Allemagne (Sylt) devront être à double fréquence d'impulsion dans le nouveau système mais les équipements d'émission existants ne sont pas appropriés. Les émetteurs à lampes qui existent actuellement à Ejde devront être remplacés par des équipements utilisant la technologie état-solide.

Surveillance et Contrôle

5. Le contrôle du Temps Emissions (TOT) sera utilisé pour le système complet, bien que les stations des Gardes-Côtes américains existantes soient encore contrôlées par des Dispositifs de Surveillance de Zone, tout au moins jusqu'à la date de passation en compte proposée (1994).

6. L'écart-type du Temps d'Emission par rapport au Temps Universel Coordonné pour chaque émetteur devra demeurer inférieur à une valeur prédéterminée, probablement entre 50 et 100 nanosecondes. L'écart type des différences de temps entre l'émetteur maître et l'émetteur secondaire devra être inférieur à 30 nanosecondes.

7. Le Centre de Contrôle de Brest devra pouvoir contrôler le système. Des mesures pourront être prises pour disposer d'un centre de contrôle de même capacité en Norvège.

2. The coverage of the new system is shown in Fig C1. Parameters used in predicting the coverage are defined as per Table 2C. The indicated GRIs used for coverage predictions may change.

Transmitted Signal

3. The signal from all the transmitters shall conform to the requirements of the "Specification of the transmitted LORAN C signal" (USCG-USDOT COMDTINST M 16562.4, July 1981).

Transmitting Equipment

4. New transmitting equipment shall be required at all sites except those in France. Gamvik, Fedje and West Ireland are new sites. The existing stations in Norway (Boe and Jan Mayen) and Germany (Sylt) shall be dual-rated in the new system, but the existing transmitting equipment is unsuitable. The present valve transmitters at Ejde shall be replaced by solid-state equipment.

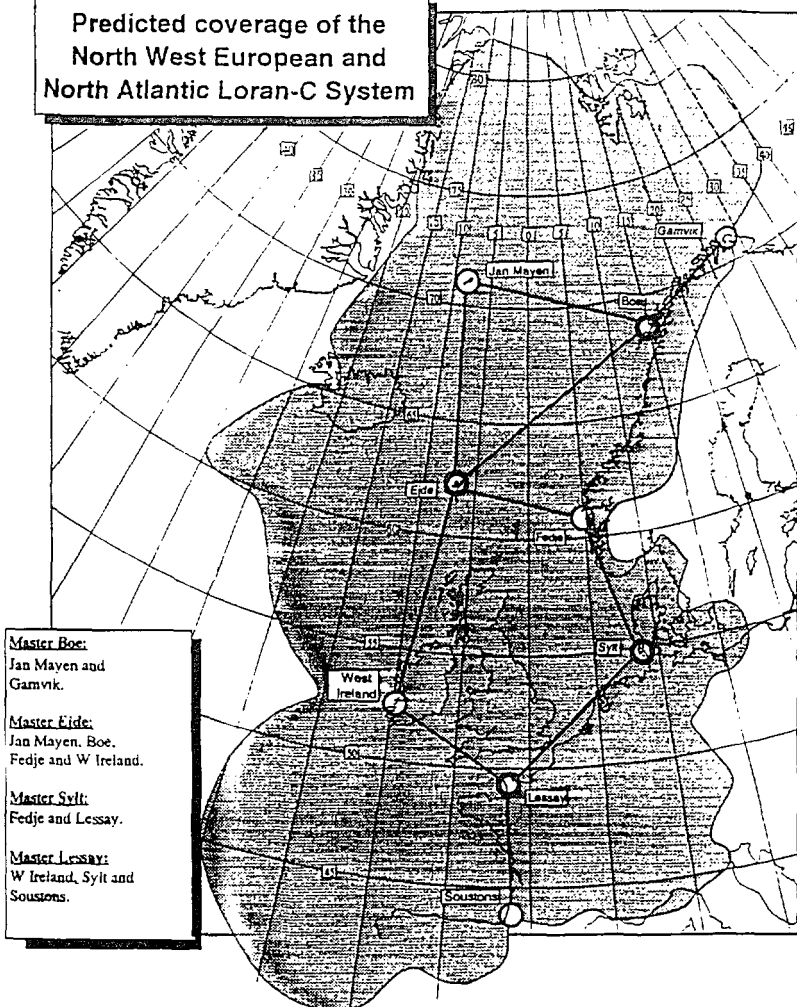
Monitoring and control

5. Time of transmission (TOT) control will be used for the complete system, although existing USCG stations will still be controlled via System Area Monitors at least until the proposed handover date (1994).

6. The standard deviation of TOT, with respect to UTC, for each transmitter shall be kept below a pre-determined value, probably 50–100 nanosec. The standard deviation of time differences between master and secondary shall be less than 30 nanosec.

7. The control centre at Brest shall be able to control the system. Provisions shall be made for a control centre in Norway with the same capability.

**Predicted coverage of the
North West European and
North Atlantic Loran-C System**



**Figure C1: Predicted coverage within shaded
area better than 463 m (1/4 NM),
2drms.**

8. Les récepteurs et leurs normes de performances ne relèvent pas du Comité Directeur ni de l'Agence de Coordination mais les Parties s'assureront que les normes minimales de performance des récepteurs sont mises à la disposition des utilisateurs et des industriels.

TABLEAU C1
Données relatives aux stations émettrices (propositions)

Station	Position	Antenne	Puissance
Ejde Iles Féroé	62 18 Nord 07 04 Ouest	190 m	400 kW
Boc Norvège	68 38 Nord 14 28 Est	190 m	400 kW
Jan Mayen Norvège	70 55 Nord 08 44 Ouest	190 m	250 kW
Sylt Allemagne	54 49 Nord 08 18 Est	190 m	250 kW
Lessay France	49 09 Nord 01 30 Ouest	213 m	250 kW
Soustons France	43 44 Nord 01 23 Ouest	213 m	250 kW
Gamvik Norvège	71 05 Nord 28 14 Est	219 m	250 kW
Fedje Norvège	68 48 Nord 04 45 Est	219 m	250 kW
Irlande occidentale Irlande	Non déterminée	219 m	250 kW

8. Receivers and their performance standards are not the responsibility of the Steering Committee or the Coordinating Agency, but the Parties shall ensure that receiver minimum performance standards are made available to users and manufacturers.

TABLE CI
Details of transmitting stations (as proposed)

Station	Position	Antenna	Power
Ejde Faeroes	62 18 N 07 04 W	190 m	400 kW
Boe Norway	63 38 N 14 28 E	190 m	400 kW
Jan Mayen Norway	70 55 N 08 44 W	190 m	250 kW
Sylt Germany	54 49 N 08 18 E	190 m	250 kW
Lessay Fance	49 09 N 01 30 W	213 m	250 kW
Soustons France	43 44 N 01 23 W	213 m	250 kW
Gamvik Norway	71 05 N 28 14 E	219 m	250 kW
Fedje Norway	60 48 N 04 45 E	219 m	250 kW
W Ireland Ireland	Not Fixed	219 m	250 kW

TABLEAU C2

Paramètres utilisés pour les prédictions de couverture

<i>Paramètres</i>	<i>Valeurs/références</i>
<i>Niveau signal</i>	
Conductivité du sol	Carte Bangor université du janvier 91
Courbes d'atténuation	CCIR Rep. 717-2
<i>Bruit atmosphérique</i>	
Origine de données	CCIR Rep. 322-3
Méthode de calcul	COMDTINST 16562.4
Echelle	10° x 10° lat/lon
<i>Interférences onde porteuse (cwi)</i>	
Origine des données	IFBR
Bande rejetée	90-110 kHz
Modification	Stations DECCA
Mode de propagation	Onde de sol et onde de ciel
Règle d'addition	RSS
<i>Filtres selectifs pour calculer le niveau cwi</i>	
Nombre	3 + 3
Fréquences d'accord	50-100/100-150 kHz
Modèle de filtre réjecteur	Triangulaire
Réjection centrale	30 dB
Largeur de bande	+/- 1 kHz
Mode d'accord	au plus après les filtres du récepteur
<i>Filtres du récepteur</i>	
Filtre passe-bande	Butterworth 5ème ordre
Asservissement de la bande passante	+/- 0,1 Hz
<i>Limites géométriques</i>	
Précision du contour	463 m (1/4 NM), 2 σ
Ecart type des T.D.	Variable selon les rapport SNR et SIR
<i>Limites d'ecd</i>	
Origine des données	Courbes de Sherman
Valeurs limites d'ECD	+/- 2,4 μ s
<i>Limites d'interférence d'onde de ciel</i>	
Données de retard d'onde de ciel	USCG
Niveau de l'onde de ciel	USCG/DECCA (99% ile)
Heure et période	Jour et hiver
Limites d'utilisation	RTCM70, IEC80

TABEL C2

Parameters used for coverage prediction

<i>Parameter</i>	<i>Value/Source</i>
<i>Field Strength</i>	
Ground conductivity	Bangor map 3 Jan 91
Attenuation curves	CCIR Rep. 717-2
<i>Atmospheric Noise</i>	
Source of data	CCIR Rep. 322-3
Calculation Method	COMDTINST 16562.4
Element size	10° x 10° lat/lon
<i>Carrier-wave interference (CWI)</i>	
Source of data	IFRB
Band omitted	90-110 kHz
Modification	Decca stations
Propagation modes	Groundwave, Skywave
Summing rule	RSS
<i>Notch filters used to calculate CWI strengths</i>	
Number	3 + 3
Tuning ranges	50-100/100-150 kHz
Notch filter model	Triangular
Centre depth	30 dB
Width	+/- 1 kHz
Tuning strategy	Select worst after receiver filters
<i>Receiver filters</i>	
Bandpass filter	Butterworth 5th order
Tracking loop bandwidth	+/- 0.1 Hz
<i>Geometrical limit</i>	
Accuracy contours	463 m (1/4 NM) 2σ
TD standard deviation	Based on SNR and SIR
<i>ECD limit</i>	
Source of data	Sherman's curve
Limiting ECD values	+/- 2.4 μs
<i>Skywave interference limit</i>	
Skywave delay data	USCG
Skywave field strength	USCG/Decca (99% ile)
Time Period	Winter Day
Operating limits	RTCM70, IEC80

ANNEXE D

Procédures comptables

Coûts

1. Les coûts sont identifiés comme suit:
 - a) Coûts engagés par une Partie pour son propre compte.
 - b) Coûts engagés par l'Agence de Coordination pour le compte d'un pays et à financer par une ou plusieurs Parties.
 - c) Coûts à répartir conformément aux accords de répartition des coûts décrits à l'Annexe B.
 - d) Coûts engagés par une Partie à financer par plusieurs Parties.

Procédures

2. Les procédures comptables concernant chacun des coûts identifiés au paragraphe 1 devront être respectivement les suivantes:
pour a): Les procédures comptables nationales applicables
pour b) et c): Les procédures définies par le Comité Directeur sur proposition de l'Agence de Coordination,
pour d): Les procédures comptables définies d'un commun accord par les Parties intéressées sous réserve de l'approbation du Comité Directeur.

Obligations

3. Les Parties devront s'assurer que toutes les dispositions budgétaires et financières nécessaires ont été prises pour leur permettre de s'acquitter de leurs obligations financières dans les délais prescrits.

Calendrier des Contributions au Projet

4. Dès l'entrée en vigueur du présent Accord, l'Agence de Coordination soumettra au Comité Directeur un Calendrier des Contributions au Projet. Le Comité Directeur fera connaître sa décision concernant ce Calendrier dans un délai de deux mois après sa soumission et les paiements à effectuer par chaque Partie deviendront exigibles conformément à cette décision. L'Agence de Coordination soumettra les Calendriers révisés des Contributions au Projet au Comité Directeur selon les besoins.
-

ANNEX D

Accounting procedures

Costs

1. The following costs are identified:
 - a) Costs incurred by a Party on its own behalf.
 - b) Costs incurred by the Coordinating Agency on behalf of a Party and to be financed by one or more Parties.
 - c) Costs to be shared in accordance with the cost sharing arrangements in Annex B.
 - d) Costs incurred by a Party to be financed by more than one Party.

Procedures

2. The accounting procedures for each of the costs identified at paragraph 1 shall be as follows, respectively:
for (a) the relevant national accounting procedures,
for (b) and (c) the procedures established by the Steering Committee on the proposal of the Coordinating Agency,
and
for (d) the accounting procedures agreed between the relevant Parties, subject to the approval of the Steering Committee.

Obligations

3. Parties shall ensure that all necessary budgetary and financial arrangements are made to enable them to discharge their financial obligation on time.

Project Contribution Schedules

4. On the coming into force of this Agreement the Coordinating Agency shall submit to the Steering Committee a Project Contributions Schedule. The Steering Committee shall indicate its decision on the Schedule within two months of its submission, and payments from each Party shall become due in accordance with that decision. The Coordinating Agency shall submit revised Project Contribution Schedules to the Steering Committee as required.

DOCUMENT DE TRAVAIL E

Description technique

Équipement d'émission

1. Les émetteurs devront être de construction modulaire et consister en un groupe d'alimentation principal, des dispositifs de chronométrage, et de contrôle, des ensembles générateurs d'impulsions, un réseau de raccordement, des amoirs d'émission, un réseau de commutation et des coaxiaux d'antennes.

2. La puissance requise varie selon la distance et le type de terrain à couvrir. Des émetteurs de puissances d'émission maximales différentes peuvent être obtenus en utilisant les mêmes composants mais en augmentant le nombre de générateurs d'impulsions.

Antenne

3. L'antenne est une tour d'acier en treillis haubanée chargée au sommet, entièrement isolée de ses haubans et de son assise, à l'exception du câble provenant du coupleur d'antenne.

4. Les temps d'émission sont fixés par rapport à une norme extérieure telle que le Temps Universel Coordonné (UTC). Le Temps de Propagation sur la ligne de base est mesuré par des récepteurs situés sur les sites d'émission ou à proximité. Les informations fournies par ces dispositifs de surveillance sont transmis automatiquement à un centre de contrôle à partir duquel les ordres tels que les recalages de temps sont envoyés également par un système de transmission de données.

5. D'une façon générale, les communications entre les installations se feront par téléphone public. Dans certains cas, des terminaux de communication par liaison hertzienne ou par satellite sont prévus par le projet afin de disposer de liaisons supplémentaires entre les stations.

6. Cf table C1.

WORKING DOCUMENT E

Technical description

Transmitting Equipment

1. The transmitters shall be of modular construction and shall consist of a prime power unit, timing and control units, pulse generation assemblies, a coupling network, output cabinets, switch network and antennae feeders.

2. Power requirements vary depending on the ranges and types of terrain to be covered. Transmitters of different peak radiated power (p.r.p.) can be provided using the same components but increasing the number of pulse generating assemblies.

Antenna

3. The antenna is a top-loaded, guyed, steel lattice tower, fully insulated from the guys and the foundation with the exception of the feed from the antenna coupler.

4. Under TOT, time of transmission is fixed relative to an external standard such as Universal Coordinated Time (UTC). Propagation time along the baselines is measured by monitor receivers located at or near the transmitter sites. Data from these monitors is automatically sent to a control centre from which commands such as timing adjustments are sent, again by data link.

5. Generally, communications between the facilities are to be public telephone services. In some cases radio relay or satellite communications terminals are included in the project to provide additional links between stations.

6. Cf table C1.

D. PARLEMENT

De Overeenkomst behoeft ingevolge artikel 91 van de Grondwet de goedkeuring van de Staten-Generaal, alvorens het Koninkrijk aan de Overeenkomst kan worden gebonden.

E. BEKRACHTIGING

Bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van de Overeenkomst is voorzien in artikel 16, eerste lid.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zullen ingevolge artikel 17 in werking treden dertig dagen nadat alle Regeringen genoemd in artikel 16, eerste lid, partij zijn geworden bij de Overeenkomst.

Ingevolge de in de hieronder in rubriek J afgedrukte verklaring wordt de Overeenkomst voorlopig toegepast vanaf 5 september 1992. Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, geldt de voorlopige toepassing alleen voor Nederland.

J. GEGEVENS

Het Permanente Hof van Arbitrage, naar welk Hof wordt verwezen in artikel 15, eerste lid, is opgericht ingevolge artikel 20 van het op 29 juli 1899 te 's-Gravenhage tot stand gekomen Verdrag voor de vreedzame beslechting van internationale geschillen. Het Internationaal Bureau van het Permanente Hof van Arbitrage, naar welk Bureau wordt verwezen in artikel 15, eerste lid, is opgericht ingevolge artikel 22 van hetzelfde Verdrag. Van dat Verdrag zijn tekst en vertaling geplaatst in *Stb.* 163; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1970, 142.

De tekst van de op 14 september 1992 door het Koninkrijk der Nederlanden afgelegde verklaring van voorlopige toepassing van de Overeenkomst luidt als volgt:

No. 1858

The Royal Netherlands Embassy presents its compliments to the Norwegian Defence Communications and Data Services Administration (NODECA) and in reference to the latter's request in its letter no. 5896/92/FTD/LORAN C/KE/EG/853.1 of 13 August 1992, has the honour to inform the Co-ordinating Agency Office as follows.

The Government of the Kingdom of the Netherlands declares that it will provisionally apply the provisions of the International Agreement concerning the Establishment and Operation of the Civi'

LORAN C Navigation System in North West Europe and the North Atlantic of 6 August 1992, as of 5 September 1992, pending the entry into force of the said Agreement for the Kingdom, after parliamentary approval.

The Royal Netherlands Embassy avails itself of this opportunity to renew to Norwegian Defence Communications and Data Services Administration (NODECA) the assurances of its highest consideration.

Oslo, 14 September 1992

*Norwegian Defence Communications and
Data Services Administration (NODECA)
Oslo*

Uitgegeven de *elfde* november 1992.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

H. VAN DEN BROEK